



HAL
open science

Construction de barrages, reconstruction des identités. Jeux de pouvoir dans la péninsule Ibérique

Fabienne Wateau

► **To cite this version:**

Fabienne Wateau. Construction de barrages, reconstruction des identités. Jeux de pouvoir dans la péninsule Ibérique. Ateliers d'anthropologie, 2003, 26 " Identités, nations et globalisation ", pp.269-285. halshs-00509950

HAL Id: halshs-00509950

<https://shs.hal.science/halshs-00509950>

Submitted on 17 Aug 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Paru dans : *Ateliers du LESC* 26 « Identités, nations et globalisation », Nanterre, Laboratoire d'ethnologie et de sociologie comparative, 2003 : 269-285.

Paru en espagnol dans : Reina L, Lartigue F., Dehouve D., Gros C. (Ed.), *Identidades en juego, identidades en guerra*, Mexico, Publicaciones de la Casa Chata, 2005 : 315-337.

Construction de barrages, reconstruction des identités Jeux de pouvoir dans la Péninsule ibérique

Fabienne WATEAU

CNRS, Mutations des territoires en Europe, Montpellier

Dans le cadre d'une Europe en phase de reconstruction économique et politique, l'implantation d'infrastructures de taille, intervenant de façon irréversible sur le paysage, conduit aussi à des réajustements dans l'univers des relations sociales. Les régions et les localités concernées par les politiques du global, au regard de l'ethnographie recueillie dans la Péninsule ibérique ces dernières années, sont amenées à repenser leur histoire et leurs particularités pour réaffirmer leur identité, revendiquer leur sentiment d'appartenance ou redéfinir leurs relations d'échanges avec autrui. Parfois, ces situations de changements sont l'occasion d'imaginer de nouvelles caractéristiques locales et de remodeler, pour l'avenir, l'image de la région ou du village.

La réaction des populations face à ces constructions prend des formes diverses et variées, de résistance, d'adaptation ou encore d'ajustement. Dans cet article, il s'agit de présenter deux types de réactions différentes face aux politiques globales des États-nations ou de l'Europe et d'expliquer

comment les identités sont éprouvées et redéfinies à l'échelle du local. La recherche prend pour cadre le Portugal, où deux barrages doivent être construits à proximité de la frontière, et l'Espagne, qui participe au débat politique sur la gestion et la planification des eaux en Péninsule ibérique, dans la mesure où les rivières naissant sur son territoire alimentent jusqu'à cinquante pour cent en eau le Portugal.

Des barrages au Portugal

Au nord-ouest du Portugal, autour du projet de construction du barrage de Sela sur le rio Minho, comme au sud-est du Portugal, avec l'édification du barrage d'Alqueva sur le rio Guadiana, les populations réagissent de façon très différente à l'implantation des infrastructures. Pourtant, dans les deux cas, il y a eu processus de reconstruction des identités et recherche d'éléments distinctifs forts. La décision de construire ces deux barrages a été prise en 1968, sous les dictatures de Franco et de Salazar. Dans ces accords binationaux sur l'utilisation des rivières transfrontalières, régulant le partage des eaux de la Péninsule ibérique, le barrage de Sela apparaît comme une compensation pour l'Espagne à la construction du barrage d'Alqueva. Une fois les sites présentés, il s'agira de s'attarder sur les discours et les moyens utilisés par les États, les régions et les localités pour défendre ou contrecarrer la construction des barrages.

Le nord-ouest du Portugal se caractérise par son relief de petites montagnes orientées vers l'océan Atlantique, ses pluies abondantes et son paysage de *minifundia* verdoyant toute l'année. La sécheresse estivale y est rare et la culture irriguée, une pratique ancestrale. Dans les cantons (*concelhos*) de Melgaço et de Monção, les terres morcelées à l'extrême étaient traditionnellement destinées à la polyculture vivrière combinant maïs, haricot, courge et autres produits horticoles. Mais, depuis 1986, date de l'entrée du Portugal dans la communauté européenne, l'Europe a décidé d'y favoriser la culture intensive d'un cépage noble de vigne, l'*Alvarinho*, pour le commercialiser. La population d'environ trente mille habitants pour les deux cantons est majoritairement composée de petits propriétaires terriens possédant une ou plusieurs parcelles, de commerçants ou d'artisans, et d'employés dans le secteur tertiaire. Terre d'émigration depuis plusieurs siècles, ces cantons sont riches et dynamiques (Melgaço est depuis 1992 le canton le plus riche du Portugal si l'on considère les capitaux déposés en banque). L'essor de la vigne, aujourd'hui, assure un renouveau économique certain. Politiquement, le maire (*presidente da câmara*) de Melgaço, socialiste et en place depuis vingt ans, député à l'Assemblée nationale, se présente comme la figure locale de résistance au barrage de Sela. Après une période de négociations vaines avec les États-nations, il organisera la contestation à l'échelle de la vallée du rio Minho.

Le sud-est continental du Portugal contraste fortement avec le nord-ouest atlantique. La région Alentejo se caractérise par ses vastes plateaux légèrement ondulés, ses bois de chênes-liège et son paysage jauni en été. Ses terres de *latifundia* autrefois réservées à la culture sèche des céréales (blé, avoine, seigle, etc.) sont aujourd'hui destinées à la pâture des bovins, à l'élevage des autruches ou encore à des chasses privées pour touristes et notables de la ville. Quelques zones irriguées, rares et de peu d'extension, reçoivent des melons et la culture biologique de produits horticoles et arboricoles (pour la production de l'huile d'olive, notamment). Dans cette région aux sols peu fertiles et souffrant de désertification tant humaine que physique, la terre appartient depuis toujours à

quelques gros propriétaires terriens qui emploient des salariés agricoles pour la travailler. Malgré la Révolution des œillets marquant la fin du régime de dictature de Salazar, en 1974, et sa réforme agraire, la possession de la terre reste entre les mains de quelques-uns. Ancien fief du Parti communiste, l'Alentejo compte pourtant quelques enclaves à droite, contre le gouvernement socialiste en place, comme le village de Luz qui sera bientôt noyé par les eaux du barrage d'Alqueva. Il n'existe aucune association organisée de contestation contre le barrage, ni de personnalité locale ou politique ouvertement opposée au projet. Seuls deux notables du village s'assurent que le nouveau village à construire offre toutes les conditions nécessaires aux habitants. Le déplacement de population concerne trois cent quatre-vingt-quatre personnes ; il est prévu pour octobre 2001.

Sela de la contestation

Au nord-ouest du Portugal, sur le rio Minho, le barrage de Sela ne sera pas construit. C'est du moins ce qu'affirment aujourd'hui les habitants de Melgaço, car les moyens de résister au barrage ont été trouvés. Une identité réajustée à la nouvelle réalité socio-économique de l'espace a patiemment été reconstruite et réinventée par les élus locaux, elle sert désormais d'arme collective contre le projet de construction. Sans entrer ici dans les détails de l'histoire de ce barrage, retenons seulement ces quelques étapes.

À partir de 1994, des associations d'écologistes commencent une lutte de sensibilisation dans la vallée, soulignant les effets néfastes du barrage à cette hauteur de la rivière (destruction des pêcheries médiévales et des habitats écologiques, disparition d'une partie de la faune, impossibilité pour les poissons migrateurs de type saumon, lamproie et alose de remonter la rivière pour frayer, salinisation des eaux fluviales, etc.). Elles réussissent à fédérer tous les cantons du Portugal et d'Espagne (sauf deux, côté espagnol, car une électricité moins chère leur a été promise) et à leur faire prendre timidement position contre le barrage. Pendant ce temps, la Fenosa, la compagnie nationale espagnole d'électricité, exproprie de façon systématique les propriétaires de la rive droite du rio Minho.

Jusqu'en 1996, le maire de Melgaço ne s'oppose pas systématiquement à la construction du barrage. Il argue de la position périphérique de Melgaço et de la nécessaire aide que les régions frontalières doivent recevoir pour lutter contre la désertification humaine. Il attend de connaître les compensations proposées par l'État pour son canton, le plus touché par les eaux du barrage. Mais sa demande n'est pas entendue. Aussi, dès 1997, il se positionne très clairement contre le barrage et commence une campagne de contre-attaque. Le maire se présente désormais comme la figure locale et politique de la contestation et recherche les arguments de poids qui puissent contrecarrer le projet. Il identifie alors les caractéristiques physiques et économiques du canton et les transforme en éléments identitaires forts. Un triptyque de référence est ainsi dégagé, qui repose sur trois cartes correspondant respectivement à un argument écologique, économique et politique : " le tourisme, le vin vert *Alvarinho*, la Galice amie ".

Le tourisme est préféré à l'industrie, inexistante à Melgaço. Pour convaincre de la pertinence de cet argument, la municipalité reconstruit actuellement des maisons de transhumance en montagne, formant un village destiné aux touristes. Elle favorise également les initiatives privées de restauration de vieux moulins ou de maisons nobles pour le tourisme rural et elle a créé, il y a peu, une association de sport extrême qui propose des descentes du rio Minho en raft et canoë. Il s'agit de valoriser la

beauté du site et de le préserver tel quel. Ces initiatives sont toutes postérieures à 1996. L'argument économique, quant à lui, repose sur la défense du vin vert *Alvarinho*, nouveau ressort de l'économie locale et moyen de fixer la population sur le territoire. La municipalité insiste sur les risques de modification du micro-climat en cas d'implantation de barrage et rappelle, avec pertinence, la discordance des politiques entre les États-nations et la Communauté européenne. Depuis 1986, en effet, le canton répond aux exigences de cette dernière et profite de ses aides financières. Cette situation permet de reconsidérer les décisions binationales de 1968 et de les estimer obsolètes. Un *Solar de l'Alvarinho*, dans un bâtiment classé de la vieille ville, est devenu le point de rencontre obligé des touristes et des personnalités politiques. Mais c'est certainement l'alliance réussie avec la Galice voisine, située sur l'autre berge du rio Minho, en Espagne, qui constitue l'atout fort de ce triptyque. En réussissant à faire de la Galice une voisine amie qui partage le même mauvais sort, la municipalité portugaise a gagné le rapprochement tant souhaité de la Galice espagnole avec le Minho portugais. Car allier les deux berges du rio Minho, par-delà la frontière administrative et politique, revient à empêcher l'État espagnol d'exiger de l'État portugais la construction de ce barrage. Cette alliance place le débat à une autre échelle : elle rend impossible la confrontation entre les deux États-nations, elle oblige à penser les infrastructures hydrauliques en termes de bassin-versant, et surtout elle permet à la localité de préférer l'Europe qui la soutient aux États-nations qui se divisent.

Le maire sort alors sa carte maîtresse : il définit la vallée comme une " euro-région " et clame à la presse : " nous sommes le centre d'une euro-région constituée par le nord du Portugal et le sud de la Galice " (*Alto-Minho*, 10 octobre 1998). La création d'une nouvelle région de l'Europe, qui refuse de se soumettre aux politiques nationales du Portugal et de l'Espagne et choisi pour interlocuteur privilégié les décideurs politiques de la Communauté Européenne, relève de la grande trouvaille. Ici, le local dépasse le national, car le local espère gagner une meilleure place au sein de l'Europe. C'est en renforçant le sentiment d'appartenance à un même espace géographique et à une même histoire sociale que cette alliance a pu être réalisée. Des éléments identitaires choisis et réajustés ont permis à la population de rappeler ses caractéristiques distinctives et de se positionner. Toute la vallée défend aujourd'hui une même identité régionale : elle croit au concept d'euro-région et attend de l'Europe les initiatives et les subventions. Il y a eu invention ou reconstruction de l'identité, il y a eu prise de position du local contre les décisions du global.

Alqueva de l'espoir et de la soumission

La situation est tout autre concernant le barrage d'Alqueva. Présentée par les responsables politiques de l'État comme l'infrastructure qui doit " sauver la région Alentejo du déclin et du processus de désertification vers laquelle elle s'oriente irrémédiablement " (Drain, 1996), la légitimation de construction de ce barrage repose, depuis son origine, sur un vieux mythe de l'eau salvatrice devant estomper les disparités entre les classes sociales. Après maintes décisions contradictoires prises sous des régimes politiques et par des ministères différents, qui ont fait entamer les travaux, puis les ont suspendus, puis les ont fait reprendre, la question de la construction du barrage d'Alqueva semble définitivement réglée.

Les associations d'écologistes, tant du côté portugais qu'espagnol, n'ont guère réussi à contrecarrer la construction de ce barrage. Il n'y a ni peinture rupestre d'importance, ni faune ou flore particulière pour émouvoir les décideurs politiques, ni agriculture, tourisme ou activités industrielles

suffisamment développés pour contrarier les décisions. La population, peu nombreuse dans la zone à inonder, ne défend pas non plus la terre à tout prix : les salariés agricoles de l'Alentejo, détenteurs de leur maison et de leur force de travail, ne ressemblent pas aux petits propriétaires terriens du Minho. La terre n'a jamais vraiment été la leur ; la lutte a souvent été vaine. Aucune figure politique, par ailleurs, ne s'est impliquée.

Autour d'Alqueva règne plutôt un consensus général et un certain silence, comme si le sujet ne devait pas être abordé trop souvent, comme si les destinations trop changeantes de ce barrage lui faisaient perdre de sa crédibilité. Le grand barrage d'Alqueva servirait à irriguer l'Alentejo trop sec, à constituer une réserve d'eau stratégique en cas de pénurie, à respecter l'accord passé avec l'Espagne, à fournir de l'eau à la région touristique de l'extrême sud du pays ou encore à alimenter le bassin fluvial du rio Sado, comme l'a officiellement annoncé un ingénieur de l'Institut national de l'eau. Sa finalité, en fait, importe moins aujourd'hui que l'achèvement de sa construction. Les enjeux sont manifestes, à toutes les échelles.

Au plan national, ce barrage représente un défi. Il s'agit pour l'État portugais de respecter un engagement “ et l'accord passé avec l'État Espagnol et le peuple portugais ”. L'identité nationale est en jeu. Il est aussi question de prestige. Le barrage d'Alqueva est prévu pour retenir la plus grande quantité d'eau d'Europe. Or, le Portugal est un des plus petits pays de l'Europe en superficie. Depuis quelques années, on y assiste à l'édification de bâtiments ou d'infrastructures ayant pour particularité d'être “ les plus grands d'Europe ”. C'est le cas de l'océanarium de l'Exposition universelle 98, du pont Vasco de Gama ou encore du centre commercial Colombo. Comme si une image de grandeur était à gagner ou à rappeler, comme si l'identité du pays continuait de renvoyer à son passé glorieux de conquistador du monde. Avec le barrage d'Alqueva, cette image est renforcée — d'autant que la question de son financement est désormais résolue par la Communauté européenne qui a accepté d'assumer la plus grande partie des frais. Enfin, ce barrage permettrait un certain équilibre de pouvoir avec l'Espagne, qui contrôle le débit du Guadiana (et de tous les autres grands fleuves du Portugal naissant en Espagne). Il est alors question d'une réserve stratégique d'eau à constituer.

Au plan régional, on continue de croire au mythe de l'eau salvatrice, lancé par les politiques à l'origine du barrage. On espère du barrage la fin des terres sèches et peu fertiles, les cultures irriguées et rentables, l'accès à la propriété. Mais la mise en fonctionnement du plan d'irrigation n'est prévue, au mieux, qu'en 2025. Elle nécessite la construction d'un centre d'élévation de l'eau coûteux, la constitution d'un vaste réseau de canaux et la formation technique des agriculteurs sans aucune connaissance de l'irrigation. Depuis 1968, ce sont donc déjà cinquante-cinq ans d'attente et d'espoir. Il est encore question de représentation et d'image. L'Alentejo est la région la moins respectée du Portugal, celle dont on se moque à l'échelle nationale : c'est la terre des hommes lents, de l'accent fort que l'on imite et de toutes les mauvaises plaisanteries. Le plus grand plan d'eau d'Europe peut servir à changer cette image négative. Le barrage apparaît comme l'occasion idéale de réajuster l'identité régionale ou de “ réhabiliter ” la région. Depuis peu, dans les journaux régionaux, l'Alentejo est devenu “ la région dont le pays a besoin ”. Et l'État portugais, pour asseoir cette nouvelle identité, s'est déjà chargé d'attribuer un nom aux bourgades et villages qui se retrouveront à la périphérie du plan d'eau. Les quatre bourgades alentour prennent l'appellation de “ villes historiques ” et les cinq villages, celle de “ villages de l'eau ”. L'idée sous-jacente est d'attirer les flâneurs et de développer le tourisme.

Au plan local, un village va être noyé. Pendant des années, personne n'a cru au barrage et aujourd'hui

encore, certains préfèrent ne pas y croire : “ Nous sommes nés avec, j’ai toujours entendu parler de cette histoire de barrage. ” L’entreprise chargée de la construction du barrage, l’*edía*, se charge aussi de la construction d’un nouveau village. Édifié à trois kilomètres à peine de l’ancien, il focalise toutes les attentions et est régulièrement visité et critiqué par les villageois qui l’habiteront ; le barrage situé à cinquante kilomètres de là, en aval, n’est pas l’épicentre des préoccupations. L’ajustement de l’identité villageoise se fait aussi progressivement : en septembre 1999, la population acceptait l’image que lui avaient donnée la presse et le gouvernement, c’est-à-dire celle des “ sacrifiés de l’Alentejo ”. Un qualificatif qui, pour cette population perdue au fin fond de l’Alentejo, sur la rive gauche du rio Guadiana, à quelques mètres à peine de l’Espagne, confère au moins un peu du prestige des martyrs. Cette identité distinctive est opératoire, la population l’acceptait sans commentaire “ pour le bien de la région ”. Mais il est intéressant de constater qu’il s’est produit un changement : en septembre 2000, alors que le nouveau village présentait des défauts de construction et était régulièrement démolé (l’édification des maisons individuelles a été arrêtée), les villageois tenaient un tout autre discours. Ils disaient : “ Les docteurs n’en savent pas plus que nous, ils construisent et déconstruisent le nouveau village sans avoir où ils vont. ” Ce village qui devait “ reproduire l’ancien à l’identique ” ne lui ressemble en rien. Les plans de maisons réalisés par des architectes de Porto, ville située bien loin de l’Alentejo, ne correspondent pas à la réalité de la région : ils ne prévoient pas de chauffage alors que l’hiver est rigoureux, introduisent de nombreuses fenêtres qui laisseront entrer le soleil brûlant de l’été et optent pour des murs en briques creuses peu isolantes. Une pétition a été signée en avril 2000 par la majorité des villageois qui réclament, avec un certain humour, des portes suffisamment larges pour entrer sans avoir à ouvrir l’autre battant, une cheminée sur le toit qui ne ressemble pas à un congélateur, des placards spacieux, etc. Mais la contestation locale qui s’est timidement mise en place reste sans effet : elle n’a jamais été mentionnée dans la presse et l’entreprise constructrice du barrage, puissante, exerce des pressions, laissant entendre aux villageois qu’il est préférable de ne pas trop se plaindre au risque de tout perdre. Seules deux personnes au village, un entrepreneur dans la construction civile et l’actuel *presidente da junta* disent veiller à ce que tous reçoivent une maison en état, conformément à la surface au sol d’origine. Elles se positionnent en tant qu’intermédiaires entre l’entreprise et les villageois, disant aussi filtrer les pressions de l’entreprise pour ne pas effrayer la population. En février 2001, la construction des maisons était toujours suspendue, seule la réalisation des équipements collectifs (places du village, église, école, salle polyvalente, musée, cimetière) se poursuivait.

Dans ce cas de figure, la résistance est plutôt passive et individuelle, même si certaines personnes disent “ veiller ”. Pour les plus pauvres, vivre dans une maison neuve et moderne est devenu séduisant, et puisqu’il faut partir pour le “ bien de la région ”, autant le faire le plus tôt possible. Comme me le formulait une villageoise plus aisée : “ Ceux qui avaient le moins ont le plus, eux veulent bien déménager [...] c’est normal, ils n’avaient rien, mais moi je perds ma belle maison avec ses *azulejos* sur la façade et mon citronnier... ”, la combinaison des opinions personnelles renvoie aux disparités déjà existantes au sein de la population. Cette disparité n’a jamais pris la forme d’une concertation collective pour ou contre le barrage. Au fil des mois et des années, les gens se sont pliés aux exigences de l’État sans jamais s’opposer de façon ouverte, sans exprimer leurs opinions de façon organisée. Pourtant, quand les journalistes viennent les solliciter, les villageois donnent leur avis, mais toujours de façon personnelle, presque anecdotique. S’adaptant aux situations, ils essaient de tirer profit de ce qu’on leur donne : des maisons neuves et une identité

nouvelle. L'image des "sacrifiés de l'Alentejo", néanmoins, ne correspond plus tout à fait à l'image que se font d'eux-mêmes les villageois. Aujourd'hui, on aime à dire : "Nous avons deux villages, l'ancien, nous le gardons pour nous, et le nouveau, nous le louerons aux touristes." Par ce comportement, nous sommes bien loin de la position radicale des Indiens kaiapo du Brésil qui ont eu recours à leurs plumes traditionnelles et aux moyens modernes de la médiatisation pour lutter contre la construction de leur barrage (Turner, 1992).

Il est intéressant de rappeler qu'aucune figure locale ou nationale ne s'est dégagée durant toutes ces années de construction du barrage. Les écologistes n'ont pas su s'imposer, aucune association de défense n'a été créée. Pourtant, de nombreux ouvrages et articles contre le barrage ont été rédigés dans les années 1970-1980. Au Portugal, on a pris l'habitude de ne pas parler du barrage d'Alqueva, pas même au dernier congrès sur la gestion et la planification des rivières transfrontalières à Porto (en novembre 2000), pas même dans les universités publiques où l'anthropologie est enseignée. Pas un seul programme d'étude sur le déplacement de la population et les effets de l'implantation du barrage en l'Alentejo n'a été monté. Seuls des archéologues se sont organisés et ont été subventionnés par l'édia. Qu'en penser ? Que les pressions sont fortes et innombrables ? Rappelons encore que ce barrage, depuis 1968, a servi tous les partis politiques au pouvoir, de droite comme de gauche, et que l'Europe qui en finance maintenant la construction a modifié les enjeux. Pour l'État et l'entreprise, il faut désormais que le barrage soit construit, quelle qu'en soit la destination finale, car "le barrage a déjà tellement coûté qu'on ne peut plus faire marche arrière, nous allons le construire, ensuite nous verrons bien ce que l'on en fera" (ingénieur agricole de l'entreprise, septembre 2000).

Pourquoi continuer à construire de grands barrages ?

C'est en effet la question qu'au début de ce troisième millénaire il paraît légitime de poser. Les expériences de grands barrages sont déjà nombreuses et peu concluantes : fractures irréversibles dans le paysage et dans l'histoire des populations déplacées, coût pharaonique, résultats économiques relatifs, dégradation immédiate ou progressive de l'environnement, etc. Petits ou grands, les barrages ont une durée de vie moyenne de cent ans, ce qui paraît bien peu au regard des efforts et des investissements nécessaires à leur réalisation. Pourtant, ils continuent d'être construits, parfois au nom de l'énergie propre.

La situation n'est guère différente au Portugal. Le grand barrage d'Alqueva ne fait pas sens. En 1977, la géographe Suzanne Daveau s'interrogeait déjà sur la pertinence technique d'Alqueva, alimenté par une rivière au débit très irrégulier et susceptible d'être détourné en amont, côté espagnol. Selon elle, le remplissage très incertain du barrage ne justifiait aucunement une entreprise de cette taille (Daveau, 1977). Effectivement, aujourd'hui, malgré les accords de débit minimaux signés avec l'Espagne, le rio Guadiana a perdu en quantité (cinquante-six pour cent de son eau en moins entre 1972 et 1992) et en qualité. La stabilité incertaine du site par ailleurs — le barrage repose sur la faille sismique qui a détruit Lisbonne en 1755, laquelle a de nouveau inquiété les ingénieurs en août 2000 —, ainsi que la destination changeante de ce projet — s'agit-il de produire une "électricité bon marché à l'époque de l'abolition des frontières et du marché unique, [...] d'irriguer une terre dépeuplée de ses paysans et sans marchés rémunérateurs, [...] d'opter pour un outil d'aménagement du territoire dans un espace périphérique semi-abandonné par l'homme ou encore de miser sur un

édifice promu au rang d'espace touristique pour passer d'un primaire attardé à un tertiaire prometteur ? ” (Guichard, 2001) — font de cette construction sans finalité précise une aberration manifeste au point de vue économique.

Les autres raisons de la construction de ce barrage viennent de l'histoire même du pays. Alqueva résulte d'un accord passé avec l'Espagne, spécialiste des grands barrages sous la dictature de Franco et grande gestionnaire des eaux de la Péninsule ibérique ; il s'agit avant tout d'un accord à respecter avec l'unique pays voisin, une affaire de parole à honorer et de promesse à tenir. Et le barrage devient, de ce fait, une valeur stratégique nationale, une réserve d'eau permettant une certaine autonomie vis-à-vis de l'Espagne. C'est également une question de prestige et de représentation nationale, binationale et européenne. Avec le plus grand barrage d'Europe, le pays espère attirer les investisseurs étrangers et les inciter à développer des activités de tourisme pour peupler la région, fournir des emplois aux populations locales et fixer les plus jeunes condamnés à migrer vers des marchés plus rémunérateurs. L'impact médiatique, enfin, assure aussi un peu de publicité à ce petit pays, qui ne bénéficie plus que pour quelques années des aides de la Communauté européenne. L'enjeu politique, économique et symbolique est de taille, à l'instar de la construction elle-même.

La sauvegarde des marges

À l'occasion du colloque de Mexico, Martine Dauzier renvoyait la question de la construction des barrages à la sauvegarde des marges et des zones périphériques. C'est en effet ce que la littérature récente sur les frontières, les périphéries et les identités en Europe invite à considérer. Quelques idées servent l'argumentation : la frontière est une périphérie et il n'y a pas de périphérie sans centre (Cabral, 2000) ; les périphéries sont synonymes d'isolement et de sous-développement (López Trigal et Guichard, 2000) ; à la périphérie, l'expression de l'identité est plus forte qu'au centre (Kavanagh, 1994). Le travail sur le terrain confirme également ces tendances. Le suivi du processus de construction de barrages en zone frontalière a permis de montrer que les jeux identitaires autour de la frontière avaient pour principal objectif de “ recentrer ” des périphéries ou de “ créer ” des centres. Dans les espaces souffrant de désertification, d'absence d'infrastructure et de pôle attractif, on tente de recomposer des espaces.

À Melgaço, dans le nord du Portugal, le maire s'est insurgé dans la presse contre “ les projets profitant aux grands centres consommateurs et se faisant aux dépens des régions les moins favorisées et les plus périphériques ” (*Jornal de Notícias*, 13 mars 1998). Il s'est efforcé d'annihiler la frontière entre le Minho et la Galice, de favoriser les échanges entre les deux rives du rio Minho et de repousser au loin, hors de la zone de production viticole, les limites de l'espace reconsidéré. En proposant d'envisager désormais la vallée comme une euro-région, il recentre à la fois la vallée du Minho et le débat dans un discours politique articulé autour des questions de développement, de représentation et de devenir des localités. Repousser les frontières, c'est repenser et réajuster les centres, c'est trouver des moyens pour que ces centres soient attractifs, donc animés et peuplés. En se considérant “ au milieu ”, il devient possible de repenser les espaces et leurs caractéristiques à l'échelle non plus tant nationale qu'européenne, et de solliciter des aides substantielles. Cette logique n'est pas propre à la vallée du Minho, puisque l'idée de création d'une “ euro-région atlantique ” s'étendant de la Cantabrique au Douro a été avancée par certains responsables politiques et dirigeants

d'entreprises, “ pour permettre une situation favorable de concurrence dans le contexte actuel de mondialisation ” (Lois González, 2000). Il s'opère comme un jeu sur les espaces, le ou les centres, la ou les périphéries, le local, la place et le rôle du global, les frontières politiques.

En Alentejo, le processus est inverse, mais il vise aux mêmes finalités : lutter contre la désertification, le sous-développement en infrastructures, la pauvreté et la difficulté d'accès. L'Alentejo est en soi une région périphérique. Située entre la capitale dynamique et l'Algarve touristique, elle est une zone de transition. En créant la plus vaste étendue d'eau d'Europe et en rebaptisant les villages alentour *aldeias da água* et les bourgades, *vilas históricas*, il semble que l'on veuille “ créer un centre ” dans cette région, autour duquel des périphéries nouvelles, limites d'influence de la zone du barrage, pourraient ultérieurement être dessinées. N'a-t-on pas intitulé le dernier colloque sur Alqueva, *¿Alqueva, centro do mundo?* Il s'agit ici de créer un pôle attractif pour inviter les promeneurs et, si possible, les intérêts économiques. Il ne s'agit pas de repousser des frontières pour recentrer, mais de créer un centre pour définir ses frontières. Là aussi, il y a jeu sur les espaces, le local, le global et une place et un rôle nouveaux à prendre au sein de l'Europe.

Dans ces deux exemples, il est important de remarquer qu'il y a eu réajustement et réorganisation des espaces et du politique. Au nord, la frontière a été repoussée et ce, tant du côté espagnol que portugais, hors de la zone viticole subventionnée par la Communauté européenne. Au sud, les aides de l'Europe permettent de finir de construire un barrage que le Portugal ne pouvait financer seul, qui implique l'Espagne, et qui réorganisera les espaces physiques et les relations sociales à toutes les échelles, du local à l'international. Or, ces situations ne sont pas fortuites. Elles surviennent au moment où des alliances nouvelles sont possibles avec un interlocuteur plus puissant et plus important aujourd'hui que ne le sont les États-nations de référence. Avec l'Europe comme partenaire, qui finance les initiatives, les communautés et les régions peuvent se passer des mesures et des décisions politiques prises dans leurs pays ou, pour le moins, les relativiser ou les contrecarrer. C'est précisément le cas dans le premier exemple : pour refuser la décision prise par les États espagnols et portugais en 1968, un espace de vallée se redéfinit et se renforce, rappelle qu'il est un espace à protéger inscrit sur la liste *Natura 2000* et forme une “ euro-région ”. Sans doute est-il pertinent de rappeler que “ la coopération transfrontalière sert plus d'argument politique à usage interne qu'elle ne reflète une volonté réelle [...] elle permet avant tout à chaque partenaire de renforcer sa position par rapport à son propre État ” (Guichard et Hily, 1996 : 48), mais sans doute faut-il aussi montrer que le local souhaite se positionner par rapport à l'Europe, y être représenté et devenir un acteur, jouer son rôle et se situer vis-à-vis des autres régions ou espaces de l'Europe communautaire en construction. Plus qu'une lutte des régions contre leur pays, il semble que nous soyons en train d'assister à une réorganisation des régions au sein de l'Europe (que celles-ci restent contenues dans les limites administratives de leur pays ou non), comme si une mise en équation des différents espaces entre eux devenait possible, voire souhaitée, par les régions elles-mêmes. Sans doute assisterons-nous à la construction d'une Europe des régions et non pas à celle d'une Europe des pays, à un agencement nouveau de la géographie des espaces et des territoires. Remarquons, pour le moins, que les interlocuteurs au pouvoir ne sont plus forcément les États-nations mais la nation des États ou les régions.

À propos de globalisation

L'intérêt pour l'anthropologue est que ce processus ne conduit pas forcément à l'uniformisation ou à la mondialisation tant supputée. La recherche d'éléments distinctifs et identitaires peut suivre une même logique, elle n'en adoptera pas pour autant les mêmes résultats et conséquences. Aussi est-il possible d'attendre de cette diversité des situations et des agencements une multiplication des manifestations de l'identité. Les particularités et caractères distinctifs n'ont aucune raison de disparaître, ils promettent plutôt de se développer, d'être renforcés ou encore d'être réinventés. Ce que les exemples ethnographiques révèlent est une prise de conscience à plusieurs vitesses et moyens, et chaque fois une recherche d'éléments distinctifs servant à renforcer ou à réinventer des différences. L'acceptation ou la non-acceptation des décisions du global apparaît, au niveau du local, comme une possibilité de réajuster ces identités, de redéfinir ou de réinventer des caractéristiques. Et dans l'Europe d'aujourd'hui en phase de remodelage et de remodelisation, le local est entré dans un processus dynamique de redistribution des pouvoirs par le jeu sur les espaces. C'est du moins ce que les situations observées dans la Péninsule ibérique me permettent d'avancer. Pour conclure, remarquons que le comportement des municipalités ou des régions vis-à-vis des décisions politiques du global est très différent, et ce dans un même pays et dans un même contexte de construction de barrage. Néanmoins, l'identité nationale est, dans les deux cas, confrontée au réajustement des identités régionales et locales.

Références

Banhos, Alexandre

1997 A Galiza, fronteira de Portugal com Espanha, in A. Banhos et al. (éd.), *Galiza Portugal, uma só nação* (Lisboa, Ed. Nova Arrancada) : 49-58.

Barraqué, Bernard

2001 Les demandes en eau en Catalogne : perspectives européennes sur le projet d'aqueduc Rhône-Barcelone, *Revue de l'économie méridionale* (Montpellier), XLVIII, 191 : 357-370.

Bromberger, Christian et Morel, Alain (sous la dir. de)

2001 *Limites floues, frontières vives* (Paris, Mission du patrimoine ethnologique/Maison des sciences de l'homme) [coll. Ethnologie de la France, 17].

Cabral, João de Pina

2000 A difusão do limiar : margens, hegemonias e contradições, *Análise Social*, 153, XXXIV : 865-892.

Caldas, João Castro

1998 Portugal-Espagne, la question de l'eau, *Territoires en mutation*, 3 (Montpellier, Université Paul Valéry) : 233-237.

collectif

1999 *Alqueva, Centro do Mundo ?*, Actes de la 8^e édition des Encontros de Monsaraz (Évora, Associação de Defesa dos Interesses de Monsaraz).

collectif

- 1975 *Barragem de Alqueva. Livro negro* (Rio de Mouro, Edições “ Amanha ”).
- Daveau, Suzanne
 1977 Bases geográficas do problema da barragem de Alqueva. Achegas para a sua apresentação, *Finisterra* (Porto), XII, 24 : 341-351.
- Drain, Michel (éd.)
 1996 *Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne, Espace rural*, 36 (Montpellier III, Université Paul Valéry).
- 1998 Planificación y gestión de las aguas peninsulares, *El Agua a debate desde la universidad. Hacia una nueva cultura del agua*, Congreso ibérico sobre gestión y planificación de aguas, Zaragoza, 14-18 sept 1998, (Zaragoza, Pedro Arrojo, Javier Martínez Edita): 483-496.
- 2001 L'aqueduc Rhône-Barcelone et la politique européenne de l'eau, *Revue de l'économie méridionale*, (Montpellier), XLVIII, 191, pp. 371- 381.
- Dubost, Françoise
 1994 *Vert patrimoine. La constitution d'un nouveau domaine patrimonial* (Paris, Mission du patrimoine ethnologique/Maison des sciences de l'homme) [cahier 8].
- Fabre, Daniel (sous la dir. de)
 1996 *L'Europe entre culture et nations*, Actes du colloque de Tours (Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme) [coll. Ethnologie de la France, 10].
- Fortier, Agnès
 1995 Le tgv et le canal. Le paysage des infrastructures de transport près du Creusot, *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages* (Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme) [coll. Ethnologie de la France, 8].
- Guichard, François
 2001 (coord.) *Articulation des territoires dans la Péninsule ibérique* (Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux).
- À paraître* Réflexions autour de deux conflits pour l'eau au Portugal : Alqueva et le Côa, communication au colloque “ Hydropolitiques et agricultures en Péninsule ibérique et en France ” (Michel Drain, coord.), Casa de Velázquez, Madrid, 17-18 nov. 1997.
- Guichard, François et Hily, Marie-Antoinette
 1996 Histoires et espaces de frontières, *Lusotopie* (Bordeaux), 2 : 41-55.
- Jenkins, Robin
 1979 *Morte de uma aldeia portuguesa* (Lisboa, Quercó).
- Jeudy, Henri-Pierre
 1990 *Patrimoine en folie*, Actes du séminaire “ Patrimoine ”, 1987-1989 (Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme) [coll. Ethnologie de la France, 5].
- Kavanagh, W.
 1994 Symbolic Boundaries and “ Real ” Border on the Portuguese-Spanish Frontier, in H. Donnan et T. M. Wilson (éd.), *Border Approaches Anthropological Perspectives on Frontiers* (Lanham md, University Press of America) : 75-87.
- Lefrou, Claude
 2001 Faut-il alimenter Barcelone avec l'eau du Rhône ?, *Revue de l'économie méridionale* (Montpellier), XLVIII, 191 : 351-356.
- Lois González, Rubén Camilo
 2000 Galicia-Região norte de Portugal y la possible formación de un espacio económico común en la periferia atlántica. Apuntes para un debate, in L. López Trigal et F. Guichard (coord.), *La frontera hispano-portuguesa. Nuevo espacio de atracción y cooperación* (Zamora, Fundación Rei Afonso Henriques) : 241-257.
- López Trigal, Lorenzo et Guichard, François (coord.)
 2000 *La frontera hispano-portuguesa. Nuevo espacio de atracción y cooperación* (Zamora, Fundación Rei Afonso Henriques).

- Marques, Carlos Alberto
 1995 *A bacia hidrográfica do Côa* (Lisboa, Assírio & Alvim).
- Negreiros, Mário
 2000 Índios sequestram turistas, *Público* (lugar), 3 août 2000.
- Pintado, António et Barrenechea, Eduardo
 1972 *La raya de Portugal. La frontera del subdesarrollo* (Madrid, Cuadernos para el Dialogo).
- Ribeiro, Orlando
 1987 *Portugal. O Mediterrâneo e o Atlântico* (Lisboa, Livraria Sá da costa Editora).
- Silva, Antunes da
 1982 *Alqueva, a grande barragem* (Lisboa, Livros Horizonte).
- Turner, Terence
 1992 Defiant Images. The Kayapo Appropriation of Video, *Anthropology Today* (Elmont, ny), VIII, 6 : 5-15.
- Voisenat, Claudie
 1995 *Paysage au pluriel. Pour une approche ethnologique des paysages* (Paris, éditions de la Maison des sciences de l'homme) [coll. Ethnologie de la France, 8].
- Wateau, Fabienne
 1996 *D'une production d'autoconsommation à une production rentable : le cas de la vigne dans l'Alto Minho*, catalogue de l'exposition sur l'agriculture portugaise, "O voo do arado" (Lisboa, Museu de Etnologia) : 289-299.
 1999 Barrages, identités et frontières. Des barrages sur rivières frontalières (Sela et Alqueva), in J. Pujadas, E. Martín et J. Pais de Brito (coord.), *Globalización, Fronteras culturales y políticas y Ciudadanía*, Actes du VIII^e Congreso de Antropología, 20-24 sept. 1999, Santiago de Compostela (Santiago de Compostela) : 229-244.